

ASILE

Quand chacun se rejette les migrants

Le nombre de places pour les migrants illégaux est insuffisant à Bruxelles.

Et si, en plus, on y amène ceux qui sont indésirables ailleurs...

« La réalité démontre que le nombre de places est insuffisant, surtout si l'on continue à donner des ordres de quitter le territoire qui ne sont pas exécutoires dans les faits et qui concourent à gonfler chaque jour un peu plus la population déjà présente dans le parc Maximilien », dénonce Alain Courtois, premier échevin MR de la Ville de Bruxelles, tout en se félicitant « toujours de l'ouverture par le gouvernement fédéral d'un centre pour illégaux à Steenokkerzeel ».

L'échevin bruxellois réagissait après que la police et le bourgmestre Philippe Close (PS) se soient inquiétés en début de week-end de ce qu'une partie des migrants en transit arrêtés et emmenés à Steenokkerzeel sont ensuite libérés 24 heures plus tard au parc Maximilien, à proximité de l'Office des étrangers.

Mario Thys du syndicat de la police SNPS, accusait le politique de « créer délibérément une version belge de Calais ».

« J'ai participé à la consultation sur le nouveau centre et aucune mention n'y avait alors été faite de la libération des migrants à Bruxelles »,

avait souligné Philippe Close, interpellant le Premier ministre à ce sujet.

« Nous les emmenons à l'endroit où ils doivent être pour leur demande

d'asile », avait-on aussitôt répliqué au cabinet du secrétaire d'État N-VA à l'Asile et la Migration, Theo Francken. Les bureaux de l'Office des étrangers se trouvent en effet en face du parc bruxellois.

M. Courtois souligne aussi les difficultés engendrées pour les riverains. « La Régie des bâtiments n'a-t-elle vraiment aucun immeuble disponible en dehors d'une zone densément peuplée afin de rendre espoir à tout un quartier, mais également afin d'assurer une dignité à toutes ces personnes qui y tournent en rond, traquées par les passeurs ? », demande l'échevin.

La Ville de Bruxelles est en contact depuis plusieurs mois avec le cabinet de Theo Francken ainsi que celui du ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, pour tenter de conjuguer les moyens afin d'améliorer la situation autour du parc Maximilien. ■

Francken veut la création d'un centre fermé de crise

Cela avait fait pas mal de bruit : soixante sans-papiers ont récemment été libérés du centre fermé pour personnes en situation illégale de Merksplas, et le bourgmestre Open Vld de cette commune de la province d'Anvers, Frank Wilrycx, s'en était étonné. Il s'agissait, en effet, d'y faire de la place pour des migrants en transit,

dont l'interpellation constitue une priorité aux yeux de Theo Francken.

« Je demande un nouveau centre fermé d'ici l'été prochain. Un centre de crise dont je ferai la demande vendredi au gouvernement. J'espère que les partis des bourgmestres qui se sont montrés critiques seront conséquents et soutiendront ma

proposition », a dès lors annoncé le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, sans donner d'informations sur le lieu qui pourrait accueillir ce centre.

D'ici à 2021, le nombre de places disponibles dans les centres fermés devrait doubler, notamment grâce à de nouvelles infrastructures à Anvers et

Charleroi. Le secrétaire d'État ne veut cependant pas attendre jusque-là et souhaite que le gouvernement donne son accord dès ce vendredi à la création temporaire de ce nouveau centre.